



Jean-Paul Gatard

Manifeste écoradical

Le manifeste écoradical (*radical* au sens de *racine* et non d'*extrême*) s'appuie sur la philosophie exposée dans *Les Maisons Sauvages* et sur l'analyse développée dans *La Liberté du Scorpion* (même auteur, aux éd. Skreo), ouvrages qui forment les deux volets d'une étude générale du monde moderne à travers le rapport de l'homme à la nature.

Mise à jour décembre 2018
Editions Skreo © J.P. Gatard
Reproduction et diffusion libre et gratuite

Qu'est-ce que l'écoradicalisme ?

Dans les pays anglo-saxons, le mot « radical » désigne une attitude intransigeante, et donc « écoradical » pourrait signifier un certain extrémisme naturaliste. Mais en France, si le Parti Radical est extrémiste, c'est d'extrême-centre qu'il s'agit. Le mot « radical » (de *radix* : racine) invite plutôt à ne pas faire les choses à moitié, au sens où, face à un problème vaste et complexe, on préférera aller à la racine des choses au lieu de se contenter de mesures superficielles, aussi impressionnantes soient-elles. L'objectif est d'avoir une vision d'ensemble et sur le long terme, car c'est seulement à ce niveau qu'économie et écologie apparaissent indissociables (le préfixe éco-, du grec *oïkos*, signifie maison, milieu, environnement). Le terme « écoradical » peut ainsi exprimer le souci d'un changement profond, véritable, du mode de vie, mais en gardant à l'esprit que la Pureté est mythe, étranger à la logique du vivant.

Le terme « écoradicalisme » n'existant pas, je l'ai donc créé pour désigner une approche globale cohérente et pragmatique d'un monde moderne qui se révèle déjà, lui, radicalement, et même dangereusement, nouveau ; et ce, en allant « à la racine (radicalisme) du vivant (éco-) ».

En quoi le monde moderne est-il devenu radicalement et dangereusement nouveau ?

1 - Un espace et des ressources limités

Jusqu'à présent, quand une communauté dégradait son milieu, elle pouvait encore partir vivre ailleurs. Au pire, une civilisation disparaissait, mais les dégâts étaient limités. À présent la planète apparaît limitée, en espace et en ressources, et même largement insuffisante si on s'accroche au mode de vie occidental, que le monde entier veut imiter. L'ampleur des problèmes est planétaire (voir plus bas : »Les caractéristiques de la crise«).

2 - Une capacité d'auto-destruction

Les armes nucléaires nous permettent de détruire la biosphère, et ce sera encore plus vrai avec les armes issues des bio- et surtout des nanotechnologies. Mais en passant de la massue préhistorique à la bombe atomique historique, l'homme n'a pas seulement accru la puissance de ses techniques ; il a aussi accru le risque d'en perdre le contrôle.

3 - Croissance et marchandisation

« La croissance », exigence fondamentale du système capitaliste, est basée sur la conquête permanente de nouveaux marchés, d'où ouverture des frontières (mondialisation) pour faciliter les échanges, et une concurrence acharnée à tous les niveaux, dans tous les domaines, puisque cela exige aussi de transformer en marchandise tout ce qui ne l'est pas encore : les services publics, la nature, le fonctionnement du vivant lui-même, ce qui va les soumettre à cette même logique. Si la suppression des frontières économiques et la concurrence sont une chose souvent utile, au moins dans leur principe, leur application sans discernement est parfois catastrophique. Ensuite, le marché réagit de plus en plus à court terme, auto-alimentant ainsi sa propre instabilité. La financiarisation de l'économie est aujourd'hui au cœur du système, d'une part parce que l'informatique a permis l'accélération des échanges, le moindre coût des transactions, et parce que cette activité n'est guère moins incertaine que l'investissement productif, du fait de l'accélération des découvertes, qui rendent une nouveauté rapidement obsolète. Enfin les élus deviennent les otages du monde de la finance, du fait de la dématérialisation des valeurs et de leur facilité à traverser les frontières, et de la nature de certains produits dérivés, qui facilitent une spéculation très déstabilisante.

4 - Financiarisation de l'économie et déshumanisation

Cette évolution de l'économie exige de s'appuyer sur les nouvelles technologies sans trop s'encombrer d'une étude fiable des risques, trop longue et coûteuse. Avant l'informatisation, les décisions boursières devaient se prendre en quelques jours, ce qui était déjà souvent bien court ; aujourd'hui les choses doivent souvent se décider en quelques centièmes de seconde, donc hors de portée des hommes ; on programme donc les ordinateurs pour qu'il décident eux-mêmes. Et la programmation n'inclut pas les états d'âme.

5 - Finance et sciences

Si d'une part la pression s'exerce sur le monde financier, et que d'autre part les techniques montent en puissance, le premier va tenter de mettre la main sur les secondes, ce qui passe par la privatisation de la science, et par conséquent sa dénaturer : l'objectif premier de la science a toujours été la connaissance pour elle-même, désintéressée ; s'il change, l'orientation de la recherche change aussi, s'axant désormais sur la rentabilité financière plutôt que sur le bien public ; et toute l'information qui les concerne tend à devenir partielle et partielle, sinon fantaisiste, car bloquée d'un côté par le secret industriel et déployée de l'autre en tant que publicité.

6 - Complexité et perte de contrôle

Plus une technologie se déploie et se complexifie, plus elle devient difficile à contrôler. Or en informatique la complexification augmente non seulement au sein des logiciels, mais aussi du fait de l'interconnexion croissante des systèmes. Il peut même parfois se produire des phénomènes émergents imprévisibles : la complexité va *produire* de l'incertitude. Or cette complexité croît de façon exponentielle, non seulement dans chacune des trois nouvelles technologies (informatique, biotechs, nanotechs), mais on se demande bien ce qu'on pourra contrôler, globalement, quand elles vont sérieusement se combiner. Surtout si la loi du marché impose le secret industriel et manipule les décisions politiques.

7 - Complexité et incertitude

Cette situation a des conséquences nombreuses, complexes, incertaines, parfois non quantifiables, dans tous les domaines : économique, social, politique, technique, etc. Elles affaiblissent un système institutionnel, notamment étatique, qui fonctionnait jusqu'à présent, tant mal que bien, et qui aujourd'hui peine à suivre, contraint qu'il est de renflouer les banques « systémiques » (trop-grosses-pour-faire-faillite).

Le célèbre trou d'ozone au-dessus de l'Antarctique avait été un premier signal sérieux ; mais si une action à l'échelle internationale a pu être menée avec efficacité, c'est parce que le jeu des causes et des effets était relativement simple, et surtout parce qu'ils ne remettaient pas en cause le système économique. Pour ce qui est du réchauffement climatique, mais aussi de la gestion des ressources (et dans une certaine mesure de la pollution), c'est une tout autre affaire : les paramètres sont trop nombreux, toutes les disciplines sont concernées, par conséquent un vrai accord, efficace, entre Etats, semble actuellement très improbable, principalement pour cause de concurrence économique.

Quant à nos élites, elles sont formées pour gérer un monde économique connu et stable, pas pour faire face à la complexité d'un monde en perpétuelle évolution, imprévisible, instable, incertain, accéléré, et pour tout dire inconnu.

8 - Globalisation et urgence

« La mondialisation » exprime uniquement la dérégulation des flux financiers, et partiellement des flux marchands à travers des traités bi- ou multilatéraux. C'est un choix économique, auquel on peut en opposer d'autres : retour à la régulation classique ; altermondialisme ; internationalisme ; isolationnisme. « La globalisation » évoque autre chose : ce n'est plus seulement une partie d'un tout qui est touchée par un phénomène, mais le tout lui-même ; la différence est de taille : si une partie du tout est abîmée, on peut aller chercher dans le reste de quoi la réhabiliter, ou au pire se contenter de ce reste si elle est détruite. Mais quand le tout est atteint, rien ne va plus – avec un risque d'irréversibilité. Ce qui est déjà le cas avec le climat, et diverses ressources naturelles. On ne peut donc plus, contrairement à l'habitude, attendre de voir « l'effet que ça fait » de déstabiliser un système quand celui-ci est global : la globalisation amplifie le caractère d'urgence, et l'horizon prédictif est si court qu'il exige de prendre des décisions avant d'être certain de la façon dont évoluent les choses, et à quelle vitesse elles évoluent.

L'urgence surgit dans tous les domaines en même temps : climat, pollution, ressources... L'évolution technologique est à la fois trop rapide, trop étendue et trop fondamentale pour que la société ait le temps de s'y adapter en profondeur, c'est-à-dire en maîtrisant les tenants et les aboutissants, d'autant plus qu'elle est soumise à la compétition économique.

Et l'urgence elle-même devient un obstacle, quand elle ne crée pas des problèmes, car on ne cherche qu'à gagner du temps, à trouver des astuces, au jour le jour.

9 - Simultanéité de nombreux phénomènes

Environnement : augmentation de la population mondiale et de la pollution ; diminution des ressources naturelles et de la biodiversité ; dérèglement du climat mondial par réchauffement de la planète. (Voir plus bas « Les caractéristiques de la crise »)

Technologie : les nouvelles technologies produisent une augmentation de la complexité, de la puissance des produits et techniques, présentent des risques d'irréversibilité du fait de leur impact planétaire, et bouleversent sans cesse le marché du travail.

Economie : montée en puissance de la logique boursière, de profit maximal et à court terme, avec pour conséquence une instabilité générale ; accroissement des flux financiers, de leur fluidité ; besoins du capitalisme en paradis fiscaux, ainsi que l'importance que prennent dans ces flux l'argent sale.

Politique : multiplicité des clivages, qui éclate le discours politique : gauche / droite (plus ou moins de social) ; dirigisme / libéralisme ; économisme / écologisme. Après des siècles de progrès du pouvoir d'achat, il commence à régresser, d'où une perte de confiance dans les élites et en partie dans les institutions.

L'ère de l'incertitude dans laquelle nous entrons se manifeste tant à l'échelle de l'individu qu'à celle de la société, et dans tous les domaines. S'il faut agir, ce n'est pas pour s'adapter de façon moutonnaire à un monde dont la dynamique nous échappe, mais bien au contraire pour en retrouver la maîtrise, et pouvoir choisir le monde dans lequel nous voulons vivre. Nous entrons dans un monde **nouveau**, dont les maîtres mots sont **globalisation**, **complexité** et **incertitude**.

C'est le caractère de nouveauté que l'on peut appeler « crise », au sens où les Chinois l'entendent, qui emploient le même mot pour signifier *crise* et *opportunité*. C'est un moment d'instabilité, qui peut aller jusqu'à la catastrophe – au sens où les mathématiciens, cette fois-ci, l'entendent : *changement brusque*. C'est un moment où beaucoup de choses deviennent possibles, les pires comme les meilleures.

Faire du catastrophisme, dramatiser la crise sous prétexte de sensibilisation, ou se laisser aller à la peur ou la colère, tout cela perturbe le jugement et peut induire des choix finalement contre-productifs. Et induit surtout, au nom du rejet de tout catastrophisme, l'aveuglement inverse. Certes de lourdes tragédies se profilent à l'horizon – raison de plus pour privilégier le discernement et le pragmatisme.

Examinons cette crise plus en détail.

1 - Ses caractéristiques

a - Elle est **multiforme** (ressources, démographie, climat, économie...). On trouve des solutions aux problèmes particuliers, mais sans se demander si cela ne va pas en créer un autre ailleurs. Or ces formes sont liées, interagissent, et parfois même convergent. Exemples : relation entre augmentation de la population mondiale et diminution des ressources naturelles ; remplacement du pétrole par les biocarburants, mais cela aggrave la pollution des sols, et fait monter le cours mondial des céréales.

b - Elle est **cumulative** : évolution ultrarapide des techniques + pression du marché + lenteur de la législation en matière de précaution + possible perte de contrôle due à la relative facilité d'emploi (après la cybercriminalité, la biocriminalité) + paranoïa militaire (l'équilibre de la terreur ne fonctionnera plus).

c - Elle menace d'être **permanente** (contrairement à celle de 1929, qui était strictement économique) ; cela en raison des évolutions climatique et démographique en tant que tendances lourdes (force d'inertie, réactions en chaîne). Selon le rapport Stern, « même un arrêt immédiat de la pollution ne parviendrait pas à contrer les conséquences des gaz à effet de serre déjà dans l'atmosphère : le réchauffement du climat continuerait pendant encore une trentaine d'années et le niveau des mers s'élèverait encore pendant un siècle. »

d - Elle est **accélérée**

- Accélération de l'évolution du climat.
- Accélération de l'instabilité économique (un même individu change plusieurs fois d'emploi dans la vie).
- Accélération des découvertes technologiques de grande ampleur et de grande puissance, leurs dangers étant à la mesure de leurs possibilités.

e - Elle est planétaire, **globale**. Les problèmes environnementaux peuvent être :

- invisibles : gaz à effet de serre (réchauffement climatique), CFC (couche d'ozone), radioactivité, amiante, etc.
- imprévisibles : presque aucun des soucis actuels n'avait été prévu avant les années 60 ;
- "lourds" : le temps de latence (inertie) des phénomènes est tel que le temps qu'on acquière une certitude, le phénomène va être déjà profondément engagé, très difficile (sinon impossible) et très long à résorber ;
- irréversibles : si on ne laisse pas à la nature le temps de se régénérer ou si les conditions initiales de sa formation ont disparu ;
- interagissants : de façon contradictoire ou de façon cumulative, et par effet domino ;
- à effet de synergie, la combinaison de produits peu toxiques isolément pouvant être, elle, très toxique ;
- à effet de seuil : la nature peut absorber, recycler, jusqu'à un certain point ; passé ce point les problèmes apparaissent et peuvent s'aggraver très vite ;
- à effet d'amplification : augmentation de la concentration d'un produit toxique en remontant la chaîne alimentaire.

2 - Comment elle déstructure le monde actuel

D'ici un quart de siècle, on doit s'attendre, en raison du réchauffement du climat, à de multiples guerres pour le contrôle des ressources naturelles (eau, nourriture, énergie...), à la disparition de 40% des espèces vivantes (rapport Stern), sans parler des sécheresses et des inondations à grande échelle. L'Afrique devra supporter la désertification, la surpopulation, l'effondrement possible de l'agriculture, d'où de graves crises et des migrations. En Asie centrale, la fonte des glaciers aura des conséquences sur l'approvisionnement en eau douce et sur l'agriculture. Les tensions politiques dans ces pays pourraient aggraver les conflits pour l'accès aux ressources, surtout si on y ajoute les déplacements de population dus à la montée des eaux, notamment au Bangladesh : le PNUD envisage 200 à 250 millions de réfugiés climatiques, dans le monde.

Selon le MIT, le pire sera l'augmentation de la chaleur humide, dont les vagues pourront être mortelles au-dessus de 35° (quand un taux d'humidité trop élevé empêche la transpiration), ainsi que le rapporte notamment Ouest-France le 24 septembre 2018 :

« L'Asie du Sud, où vit un cinquième de l'humanité, est également concernée. Selon les mêmes chercheurs, si les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter au rythme actuel, l'Indonésie, les Philippines, le Sri Lanka, le sud de l'Inde, mais aussi le nord du Brésil, le Venezuela, le Nigeria et la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest affronteraient des vagues de chaleur mortelles plus de 300 jours par an d'ici à 2100.

Les craintes se font encore plus fortes pour la Grande Plaine de Chine du Nord, région la plus peuplée du monde avec 400 millions d'habitants. On y trouve les mégapoles de Pékin et de Shanghai. C'est aussi là-

bas qu'on trouve la plupart des terres agricoles qui nourrissent la nation possédant la plus grande population du monde. Et lors des prochaines canicules de ce siècle, ce sera l'endroit où la chaleur fera le plus de victimes sur la planète... »

Technologie : les nouvelles technologies produisent une augmentation de :

- la complexité ;
- la puissance des produits et techniques, notamment leur impact sur l'économie ou sur l'environnement ;
- la soumission à la technique, au nom du progrès et des lois du marché, au détriment de l'esprit scientifique.

Economie : montée en puissance de la logique boursière, provoquant une instabilité générale. La compétition économique tend à tout transformer en marchandise. « Qui n'avance pas recule », peu importe vers quoi. Le souci de compétitivité incite encore à négliger la lutte contre la pollution et la gestion durable des ressources.

Environnement :

- Augmentation de la population mondiale (double en 50 ans) et de la pollution.
- Diminution corrélative des ressources naturelles et de la biodiversité. Les méthodes de culture actuelles appauvrissent les sols. Les pollutions et les prélèvements sont supérieurs aux capacités de régénération de la nature. La crise des ressources s'aggrave aussi en raison de la croissance des grands pays émergents.
- Dérèglement du climat mondial par réchauffement de la planète.

Social : Individualisme croissant. Augmentation de la pauvreté : en France, en 2008, on compte 2,5 millions de « travailleurs pauvres ». Dans les Alpes-maritimes, les loyers ponctionnent aisément la moitié du salaire.

3 - Selon quels axes le monde moderne se restructure

Interdépendance, réseaux, coopération, fondent une triple révolution :

-- Révolution économique, sociale, culturelle et environnementale

La **globalisation, l'interdépendance multidisciplinaire mondiale**. La « mondialisation », celle qui débuta au milieu du 19^{ème} siècle, était uniquement économique et financière. À présent elle est globale, parce que les problèmes environnementaux sont à l'échelle de la planète, et que les tendances culturelles s'uniformisent. De plus on réalise qu'à puiser de façon égoïste dans une ressource naturelle limitée, sans tenir compte de la capacité de renouvellement de cette ressource, il ne va bientôt plus rien rester pour personne : l'anticipation, même égoïste, invite à la **coopération** de tous.



Les problèmes doivent être résolus de façon globale, mais pas de façon dogmatique, uniforme : ce qui vaut pour l'un ne vaut pas forcément pour son voisin. Là aussi, comme dans la nature, la **diversité** permet un enrichissement mutuel, par échange d'expériences, et permet surtout **l'adaptation** aux aléas.

Dès lors la relocalisation ne doit pas être un repli sur soi, mais doit être la création d'un réseau multiforme local, lui-même élément du réseau mondial.

Le champ économique "pur" tend à s'élargir. Depuis plusieurs décennies, l'économie était pensée uniquement comme jeu de l'offre et de la demande, de la production et de la consommation. Aujourd'hui, la socio-économie montre que l'activité, les choix économiques, dépendent en grande partie de critères culturels et sociaux, loin de la rationalité comptable, loin du seul profit égoïste ; et bien sûr la question environnementale, ressources naturelles et pollution, y prend de plus en plus d'importance.

Il n'y a pas lieu d'imaginer et d'opposer trois sortes d'économies : marchande, sociale ou écologique. Ce sont plutôt les trois dimensions de l'économie vue dans sa globalité, toutes reliées, notamment par l'économie symbiotique (Lire l'excellent ouvrage d'Isabelle Delannoy, *L'économie symbiotique*). Il n'existe pas un ou trois modèles économiques, en revanche on peut situer quantité de modèles et d'expériences dans un « espace » fait de ces trois dimensions (plus ou moins individualistes, plus ou moins collectivistes, etc.).

-- Révolution technologique

Elle naîtra du potentiel technologique constitué par **la convergence de l'informatique, des biotechnologies et des nanotechnologies**, qui consistera notamment à programmer des « organismes » de type vivant, par exemple des nanorobots aptes à l'auto-reproduction et à l'auto-complexification.



Il faudra beaucoup de sagesse à l'humanité pour ne pas en faire des armes meurtrières pour l'humanité et même pour la biosphère, bien pires que l'arme nucléaire, en raison de leur incontrôlable prolifération, soit du fait

de l'Homme (mafias, terrorisme, car ils seront beaucoup plus accessibles que l'arme nucléaire et même que les « bombes sales »), soit malgré lui (auto-reproduction et auto-complexification dont on aurait perdu le contrôle).

-- Révolution industrielle, la troisième

Mondialisation des réseaux, décentralisation, relocalisation de l'information et de l'énergie. Les révolutions industrielles semblent induites par la convergence de nouveautés marquantes dans les secteurs de l'information et de l'énergie. Pour la première révolution : imprimerie de masse, charbon, machine à vapeur. Pour la seconde : télécommunications, pétrole, moteur à combustion interne. Pour la troisième révolution, ce sont la communication informatique et les énergies renouvelables, qui permettront une production individuelle, ou en tous cas décentralisée, intégrée dans des réseaux de distribution intelligents.



Nous nous trouvons à présent face à des défis que les décideurs habituels, institutionnels ou financiers, gouvernement ou patronat, ne semblent pas capables de relever. Prendre des décisions sur la base de probabilités, pour un élu ou un financier, est risqué. D'autant que si l'incertitude découle en grande partie de la complexité naturelle, elle découle aussi de la liberté que les Etats ont accordé aux marchés financiers (dont les marchés spéculatifs) par la dérégulation, des jeux spéculatifs destructeurs que représentent certains produits dérivés, et du brouillard provoqué par la titrisation des risques liés aux prêts douteux – titrisation présentée comme diminuant le risque, alors qu'au final elle ne fait que l'étendre. L'incertitude découle également de l'accélération des découvertes scientifiques et techniques, accélération que l'éthique et la loi ne parviennent plus à suivre, et qui bouleverse sans cesse les équilibres économiques.

Quel fil conducteur ?

Tout le monde est informé des problèmes existants les plus médiatisés (pollution, diminution des ressources naturelles et diminution de la biodiversité, réchauffement et dérèglement du climat), et pourtant les réactions pratiques sont minimales, comparées à l'énormité de la chose – on pressent que les petits ruisseaux ne feront peut-être pas les grandes rivières...

On se doute qu'il va nous falloir changer complètement notre mode de vie et de travail, mais on fait comme si cela ne pouvait concerner, au pire, que nos enfants. On veut bien s'inquiéter, on prend même des mesures « qui vont dans le bon sens » ; certains Etats mènent une politique de petits pas, alors que le climat évolue à très grands pas. La Chine construit même des villes entières estampillées écolos, mais les Chinois ne s'y bousculent pas...

Il faut donc chercher un fil conducteur, qui soit aussi, si possible, un lien sur lequel on puisse agir efficacement.

Les crises ont toutes un point commun : la nature. Climat, pollution, diminution des ressources. A chaque fois, le problème naît d'un certain rapport à la nature : insouciance, prédation, domination. De façon plus importante, cette conception du pouvoir se retrouve dans le rapport de l'Etat à la société civile, même en démocratie. Changer notre rapport à la nature peut ouvrir la porte à des solutions, mais changer le rapport de l'Etat à la société civile peut aussi être une réponse pratique, sociologique, politique, voire économique, à la complexité et à l'incertitude. Nous pouvons donc considérer la culture du pouvoir comme fil conducteur pragmatique, et nous allons nous efforcer d'étayer cet argument.

De nouveaux concepts comme celui de gouvernance (plus souple et participative que le « gouvernement »), ou du principe de subsidiarité (lorsqu'une autorité délègue ses pouvoirs si l'action promet ainsi d'être plus efficace), ainsi que l'émergence de la société civile, montrent une certaine évolution, mais le temps presse, et il faut passer à la vitesse supérieure. Qui peut agir à ce niveau ?

Les milieux financiers suivent soit la logique boursière de profit à court terme, soit la logique patrimoniale (préservation de l'existant, s'il a une valeur marchande). La classe politique balance entre "lois" du marché, décisions bureaucratiques, et pression de l'opinion publique. Le mouvement altermondialiste, partagé entre révolution et réformisme, cherche ses marques et ne pèse pas encore significativement sur la situation.

Il faut agir, ensemble, rapidement. Bien sûr tout le monde ne conçoit pas le développement durable de la même manière, n'est pas concerné par les mêmes enjeux, environnementaux, financiers, ou socio-économiques. Mais cette diversité peut devenir une force, si chacun joue cartes sur table.

C'est l'occasion de faire émerger une philosophie de la complémentarité, une culture de la négociation plutôt que du conflit (ce qui n'exclut pas les rapports de force, évidemment), une culture fondée sur l'esprit critique (et autocritique) et sur l'expérimentation plutôt que sur les dogmes et les vieilles habitudes ; et une économie fondée sur la symbiose.

La complexité croissante, la simultanéité et l'aggravation des grands problèmes mondiaux exigent d'innover dans notre conception et notre pratique du pouvoir.

Une autre approche

Les structures trop mécaniques, trop hiérarchisées, ne permettent pas de s'adapter à la complexité et à l'incertitude d'un monde de plus en plus mouvant. Pour cela on peut tirer de l'observation du monde vivant deux leçons : diversité et coopération, induisant une autre conception du pouvoir. Ensemble, elles réalisent un réseau de liens, d'échanges, plus ou moins visibles, une trame dans le temps et l'espace. Une trame équilibrée et vivante, complexe et "intelligente", dont nous faisons partie.

La **diversité** n'a pas seulement un intérêt quantitatif (panoplie d'objets différents), elle a surtout un intérêt qualitatif, non mesurable, dans la mesure où, associée à un apparent désordre, elle permet l'**auto-adaptation** d'un système aux aléas internes et externes, autrement dit sa survie.

La **coopération** entre les êtres, dans la nature, se rencontre plus souvent que la concurrence. L'intérêt de la concurrence, c'est la diversité ; c'est donc la diversité qui est le principe, la concurrence en est une application parmi d'autres.

Schématiquement on peut considérer **deux conceptions du développement**, et que l'on retrouve dans bien des domaines, comme l'architecture, l'agriculture, les rapports socio-économiques, et qui reprennent la distinction que j'ai faite au début : l'une industrialiste et technocratique, l'autre vitaliste et participative. D'un côté l'opposition, le conflit, la prédation, la séparation (individualisme, exclusion) ; de l'autre l'association, la coopération, l'échange, l'intégration, l'équilibre vivant.

Les exigences

Il s'agit d'inventer un mode de survie collective efficace en temps de crise, qui soit aussi un art de vivre.

-- techniques : s'adapter aux crises climatique, énergétique et des ressources. Deux axes : les économies d'énergie (essentiellement par l'isolation des bâtiments, la lutte contre le gaspillage, la recherche de l'efficacité énergétique) et la production locale et diversifiée d'énergies renouvelables (parc éolien, panneaux solaires individuels et centrales solaires, biomasse et réseau de chaleur), d'alimentation biologique et d'artisanat. La plupart des techniques elles-mêmes sont connues, et si la mise en œuvre est encore marginale, le marché commence à se développer.

-- socio-économiques : s'adapter à la prochaine crise économique.

Face à la dégradation probable de la protection sociale, de l'indemnisation du chômage, du montant des retraites, les solidarités locales peuvent compléter la solidarité nationale ; mais c'est seulement une réaction face à la pauvreté, de même que le mouvement écologiste est une réaction aux problèmes environnementaux. Il faut être plus inventif, et faire évoluer l'économie elle-même en situant en son centre et non à sa périphérie les dimensions sociale et environnementale, de façon positive, active. Cela implique un enrichissement du tissu social, un développement de la société civile, donc un changement des habitudes sociales ; c'est pourquoi l'intérêt à partager ce mode de vie doit être d'ordre pratique, et non d'ordre philosophique ou militant : dans ce cas il resterait marginal, n'aurait pas de valeur sociale exemplaire ni même expérimentale.

La presse fait parfois état du développement des solidarités locales, l'entraide de quartier, non tant en argent qu'en « temps à consacrer à l'autre ». Ce type d'économie a plusieurs facettes :

-- L'économie dite « informelle » est une économie marchande non déclarée mais pas illégale (on parlerait alors de travail au noir, d'économie « souterraine ») ; elle inclut le troc de biens, de services ou de temps, ainsi que les foires au troc (où de l'argent circule mais sans facturation) ; elle nécessite quand même de la transparence, pour ne pas aggraver les injustices (manque de protection sociale du travail au noir).

-- L'économie « sociale » recouvre toutes les activités qui ne dépendent ni du secteur public ni de l'entreprise capitaliste : associations, mouvement coopératif, mutualité, etc.

-- L'économie « solidaire » englobe les entreprises d'insertion, le logement des exclus, l'éducation populaire, l'aide aux personnes, l'accès aux loisirs pour les démunis, la protection de l'environnement, le commerce équitable,...

En politique, tout le monde en appelle à « l'intérêt général » pour justifier tout et son contraire. On peut comprendre que les uns et les autres ne voient pas le monde par le même bout de la loupe, mais le malentendu vient surtout du sens qu'on prête aux deux mots : intérêt, et général. Voyons voir.

Trois sortes d'intérêt : particulier, commun, général

Evoquons, pour le principe, les deux extrêmes, toujours en vigueur, plus ou moins consciemment : d'un côté le despotisme éclairé (« Tout *pour* le peuple, rien *par* le peuple ») ; de l'autre cette roublardise prétendument libérale pour laquelle l'intérêt général serait la somme des intérêts particuliers. Ces deux visions sont suffisamment critiquées pour ne pas insister.

La démocratie classique se limite à un "dialogue" des plus succincts entre les individus et les institutions représentatives : les candidats aux élections font des propositions, les électeurs votent. En revanche le libéralisme politique a consisté à reconnaître la valeur des « corps intermédiaires » (entre les individus et l'Etat), à savoir tous types d'associations à but non lucratif, ce que l'Etat français a mis fort longtemps à admettre, d'abord par une loi (loi 1905) puis beaucoup plus tard par la reconnaissance d'« associations d'utilité publique », et même « d'intérêt général », près de deux siècles après la révolution ! En effet l'étatisme, comme philosophie politique, considère que l'Etat est « seul représentant légitime de l'intérêt général », et que les corps intermédiaires ne sauraient être que l'expression des intérêts d'un groupe de gens, autrement dit d'un « intérêt commun », entre intérêt individuel et intérêt général, et toujours suspect de communautarisme ou de poujadisme.

Or ce qu'on a appelé après-guerre « le mouvement associatif » procède d'une dynamique qui dépasse largement la notion d'intérêt commun (à savoir l'intérêt d'un groupe, d'une communauté) pour aller jusqu'à l'intérêt général. Les Etats, tenus avant tout de défendre les intérêts de la nation qu'il gèrent, parfois au détriment d'autres nations, s'inscrivent plus dans la notion d'intérêt commun que d'intérêt général ; les coopérations internationales qu'ils promeuvent parfois procèdent d'un intérêt national bien compris. Seules des institutions comme l'ONU et ses dépendances (FAO, Unesco...), ou une dynamique comme la société civile internationale, peuvent réellement le défendre.

Cela n'empêche pas que certains dirigeants soient tiraillés entre leur conscience de citoyens et leurs devoirs d'hommes d'Etat. Ce point est absolument **essentiel**, car *tout le monde* subit ce tiraillement, car tout le monde, individus et groupes, est en permanence face aux trois sortes d'intérêt, qui seront souvent contradictoires, que les contradictions soient morales ou matérielles. Porter des jugements de valeur, souvent à l'emporte-pièce, n'a donc aucun sens. Nous verrons plus loin ce qui en découle.

Depuis quelques décennies on assiste à l'émergence de cette « société civile internationale » dont on peine à définir tant la nature que le potentiel. La société civile fut longtemps définie comme étant « la société tout entière moins l'Etat », donc incluant le marché. Mais aujourd'hui, quand on parle de société civile internationale, on lui reconnaît une nature bien distincte du marché, et même un rôle spécifique. Mais elle ne saurait être automatiquement, par nature, à l'abri de tout dogmatisme et des certitudes trop faciles.

De plus les techniques sont devenues si complexes que cela incite à se reposer sur une « république des experts », dont beaucoup sont liés plus ou moins discrètement au secteur privé. Plus ennuyeux : l'accélération des découvertes fait que l'on n'a pas encore le temps de légiférer sur les petites dernières que ces techniques, et a fortiori les nouveaux textes législatifs censés les encadrer, sont déjà obsolètes.

Il faut donc instituer de vrais débats, et pour qu'ils aient un sens, une véritable éducation populaire. C'est seulement quand la société civile aura intégré l'esprit scientifique qu'on pourra lui reconnaître les qualités exigées par son rôle historique.

Philosophies politiques

Il y a trois grands clivages politiques :

- sur le partage des richesses, sur « plus ou moins de social » : clivage gauche - droite.
- sur le partage du pouvoir : dirigisme étatique - libéralisme (libéralisme au sens large : redéfinition de la société civile ; et non au seul sens micro-économique).
- sur le rapport de l'homme à la nature, reflet du précédent : d'un côté une conception mécaniste de la nature, machine stupide qui doit obéir ; de l'autre une conception écosystémique, la nature étant un organisme global extrêmement sophistiqué dont nous avons encore beaucoup à apprendre, soit pour en tirer profit, soit pour éviter un comportement d'apprentis-sorciers.

Il existe une droite autoritaire et étatiste, et une droite libérale (libérale surtout au sens économique) ; et une gauche étatiste (plutôt qu'autoritaire) et une gauche libérale. Cette gauche libérale est en fait double : l'une, ancienne, relativement libertaire, adhère à un libéralisme philosophique ; l'autre, récente (depuis 1983, en gros) est économiquement libérale, social-capitaliste, parfois ultralibérale dans les faits.

On réduit d'ordinaire le libéralisme au souci de limiter l'intervention de l'Etat dans le domaine économique. C'est oublier trois choses : tout d'abord le marché n'existe que parce que l'Etat l'a créé, structuré. Ensuite l'économie ne se limite pas au marché : ainsi c'est la planification de l'économie qui a permis de la redresser après

guerre ; et l'économie sociale pourrait avoir une place bien plus grande qu'aujourd'hui ; ce n'est pas parce qu'elle est « sociale » qu'elle est incapable de créer des richesses ; dire qu'elle est « sociale » doit simplement signifier qu'elle n'est pas fondée sur l'accumulation du capital mais au contraire sur la satisfaction des besoins réels, ce qui est quand même bien l'objectif de l'économie ! Dès lors le véritable libéralisme devrait consister à combiner diverses façons de satisfaire les besoins réels, dont favoriser l'économie sociale.

Enfin, l'Etat et le marché ne sont pas les seules grandes forces de la société, ni même de l'économie, en principe : il y a aussi « la société civile ». Le libéralisme, dès lors, peut aussi être la capacité de l'Etat et du marché à reconnaître à la société civile un rôle spécifique et indispensable, avec sa nature propre, ses qualités propres, donc à lui reconnaître un pouvoir à part entière, devant devenir au moins égal au leur. Et à en favoriser l'émergence, sous les conditions évoquées plus haut.

Une autre conception du pouvoir

A partir de l'extraordinaire développement des sciences et des techniques au siècle des Lumières, le monde occidental a adopté une approche mécaniste, "horlogère", de la matière, y compris de la nature et même, peu à peu, de l'homme, approche pour laquelle les causes et les effets sont bien déterminés : une cause, un effet ; vision fort éloignée de la dynamique et de la complexité du vivant ! Sans parler de la "description" tendancieuse de la nature, laquelle serait fondée sur des rapports de domination, bien commode pour justifier les rapports existant dans la société humaine. Or les biologistes constatent que la nature suit bien plus une logique d'association que de domination. Il semble y avoir une forte analogie entre le rapport que l'homme entretient avec la nature et celui que les Etats entretiennent avec la société civile.

Ce qui implique de relativiser considérablement notre pratique centralisatrice du pouvoir, qui organise la société de façon trop rigide. L'évolution du monde moderne rend cette pratique de plus en plus inopérante. En somme, l'Etat centralisateur est trop dominateur, et le marché est trop prédateur et uniquement axé sur l'accumulation de l'argent, objectif guère en phase avec les défis de notre époque.

Le seul « acteur global », le seul pouvoir, susceptible d'équilibrer un jour les pouvoirs institutionnel et financier, semble être la société civile internationale, à condition de la définir non comme un ensemble d'individus ou de groupes, mais comme un pouvoir en soi, comme étant cette dynamique capable d'appréhender l'évolution actuelle du monde : instable mais vivante, volontaire mais désintéressée, associative donc recherchant le consensus. D'un côté, définir la société civile de façon passive, troupeau de moutons que la rage rend dangereux, n'a aucun intérêt pratique ; « la foule » a sa propre psychologie, qui ne nous intéresse pas ici. De l'autre côté, la nature humaine est trop ambivalente, trop complexe et mouvante, pour qu'on se serve du terme « société civile » pour cataloguer des individus ou des groupes. Ainsi un même individu, voire un même groupe, peut agir tantôt selon une dynamique civique, tantôt dans une logique financière, tantôt dans une logique institutionnelle. Il est plus judicieux, plus pragmatique, de considérer les dynamiques, les pouvoirs en tant que tels, somme toute peu nombreux (j'en vois trois : institutionnel, financier, civique ou « citoyen »), que les individus ou les groupes qui les mettent en œuvre. Cela permet d'analyser la société plus aisément, en fonction des dynamiques qui la traversent, de leurs qualités, et non plus en fonction des groupes qui la composent, dont les motivations et les comportements peuvent varier avec le temps, devenant parfois dogmatiques, opportunistes, etc...

Dès lors il n'est plus nécessaire de juger du caractère démocratique ou non de l'activité de cette « société civile », puisqu'on la définit comme une *condition* de la démocratie : contribuer à informer le citoyen sur les tenants et les aboutissants de son vote, par exemple, en se basant sur l'humilité, l'esprit critique, la compréhension réelle des mécanismes et des situations.

Le syndicalisme commence à s'y mettre, refusant d'être coincé dans son rôle de contre-pouvoir, de contestation ou de revendication. Il devient acteur, créateur : créateur de sens, mais aussi d'organisation ; de pouvoir, de liberté. On voit même des entrepreneurs, petits ou grands, oser une sortie hors de la loi du profit, prenant conscience de leurs responsabilités sociétales et environnementales. C'est dans ce sens que, depuis quelque temps, on parle d'« émergence de la société civile ».

Tous ensemble, donc, que *peut-on* faire ? Autrement dit, quel est notre véritable *pouvoir* ?



Naissance et évolution du pouvoir

Longtemps les hommes vécurent de la chasse et de la cueillette. Le monde leur apparaissait complexe et incertain. Les populations étant très dispersées, les hommes, en contact permanent avec la nature sauvage, n'avaient d'autre choix que la connaître et s'y insérer. Face au pouvoir évident de cette nature sauvage, l'homme ne pouvait envisager qu'une association. L'humilité de son propre pouvoir était une condition de sa survie, tout comme le partage. Pas de propriété privée, alors : inutile et dangereuse. Son pouvoir devait s'insérer dans celui de la nature, en harmonie.

Une première forme d'agriculture s'est sans doute développée, permettant une relative sédentarisation, ainsi que le font certains indigènes isolés, en Amazonie ; mais c'est alors une agriculture à l'intérieur de la forêt, en association avec elle, et non à sa place ; cette agriculture n'est pas destructrice, au contraire : elle est susceptible d'enrichir la biodiversité¹.

Il a ensuite fallu la systématiser, en raison de l'accroissement de la population. Le mode de vie devient sédentaire, et il faut accumuler des réserves pour l'hiver. La nature sauvage, vitale pour la société des chasseurs-cueilleurs, devient inutile, sinon hostile. Pour un sédentaire, seule la nature domestiquée, dominée, est utile, a un sens. Son pouvoir ne se développe plus avec la nature, mais contre elle. Et comme il accumule, il redoute les pilliers. Il doit s'imposer. Il veut non plus un pouvoir d'association et de partage, mais un pouvoir de domination et d'accumulation. Le profit commence à faire sa loi.

Bien obligés de s'associer quand même, les hommes vont créer des cités, des règles, donc réfréner les pulsions égotiques. Mais « le pouvoir » contiendra désormais l'idée de concentration et d'accumulation des biens et des moyens, et celle de contrôle de la nature et des hommes (de la contrainte brutale à la prise en charge "démocratique").

Un frémissement survint néanmoins au XVIIIe siècle. Pour contrer la pression de l'Eglise et de l'Etat, ce siècle des Lumières développa les notions de Raison et de Liberté, non plus seulement pour une élite, mais peu à peu pour la société tout entière. C'est ainsi qu'est née cette philosophie politique que l'on appelle « libéralisme ». C'est pourquoi dans les pays anglo-saxons le mot « liberal » signifie avant tout « être de gauche », opposé aux conservateurs. En France, il n'est plus associé qu'à un laisser-faire économique opposé à l'intervention de l'Etat ; d'où un grave malentendu, car sa forme extrême, et même extrémiste, le néo- ou ultra-libéralisme, est l'expression d'une volonté d'hégémonie de la part du capitalisme, sur tous les aspects de la société moderne ; sur ce point l'ultralibéralisme est en contradiction avec la philosophie libérale. Car celle-ci professe une foi dans la diversité des hommes, et donc dans la diversité des modes d'organisation qu'ils se choisissent ; et non dans un système économique en particulier.

Selon Horkheimer et Adorno (*La Dialectique de la Raison*), le libéralisme s'est scindé dès sa naissance en deux écoles de pensée. La première école était en quête de la maîtrise et de la liberté de l'esprit, empreinte d'humilité. Cela donna, en sciences, « l'esprit scientifique », suivi, au XXe siècle, du « nouvel esprit scientifique » (cf. Gaston Bachelard). La diversité, notamment des idées, était une richesse en soi : on voulait un bouillonnement des idées, un bouillon de culture. On y appréciait aussi « les idées générales » ; l'Encyclopédie harmonisait les principes de diversité et d'unité, réunissant en un seul ouvrage cohérent la diversité du monde. Il s'agissait de libérer les forces de l'esprit.

La seconde école visait la domination de la nature et de la matière en général – beaucoup moins humble ! Il s'agissait plutôt de libérer les forces du marché, en s'appuyant sur l'essor des techniques, en brisant le carcan social pour dégager de la main-d'oeuvre, en facilitant la circulation des marchandises, en renversant l'aristocratie ... mais pas sa philosophie du pouvoir. Cette seconde école a largement pris le dessus, ainsi qu'on le constate aujourd'hui ; la soumission à la technique, au nom du progrès, a pris le pas sur l'esprit scientifique, lequel vise à développer une pensée claire, autonome et donc nécessairement (auto)critique.

Diversité et intérêt général

On a donc deux conceptions bien distinctes du pouvoir : l'une fondée sur la diversité, l'association permettant l'enrichissement mutuel ; l'autre fondée sur la domination et l'uniformité. Pour autant, on ne saurait prétendre que le libéralisme économique procède de la première, et l'Etat de la seconde : l'ego vient embrouiller les choses. Voyons d'abord comment les ultras de deux bords utilisent la notion d'ego pour justifier leurs vues :

- Les ultralibéraux contestent la notion même d'intérêt général, inutile selon eux, puisque le bien public découlerait automatiquement du « laisser faire l'ego » : l'égoïsme serait le meilleur moteur de l'économie, de la création de richesses, ce qui serait dans l'intérêt de tout le monde. De la « main invisible du marché », ils

¹ Cf. Philippe Descola, dans sa contribution à l'ouvrage collectif « Nature sauvage, nature sauvée ? Ecologie et peuples autochtones », numéro 24-25 de la revue *Ethnies* (association Survival).

sont vite passés aux « lois du marché », puis à « c'est l'économie (capitaliste) qui décide ». Ce qui est une forme de dirigisme.

- Les partisans de l'Etat fort, dirigiste, affirment qu'au contraire cela conduirait à « la lutte de tous contre tous » ; l'Etat serait de ce fait *le seul* représentant légitime de l'intérêt général. Si le désir de domination a trouvé dans l'Etat un terrain favorable, pour ne pas dire une terre d'élection, c'est grâce à cette conception, pour laquelle tout le reste de la société n'agirait que par intérêt particulier. L'Etat ne reconnaît que depuis peu l'existence d'associations « d'utilité publique », et même « d'intérêt général ».

Pourtant nul n'ignore plus les dégâts aussi bien du marché « libre » (du renard libre dans le poulailler libre) que de la bureaucratie. Qu'on soit un individu, une entreprise, ou un pays, vouloir maîtriser son destin n'est pas forcément être dirigiste. Inversement, chaque citoyen peut avoir une haute idée de l'intérêt général, et le faire parfois passer avant son intérêt particulier. C'est une question d'éducation, mais aussi de dynamique sociale. C'est à cette dynamique sociale que nous voulons réserver le terme de société civile. Pour trois raisons : d'abord, il est nécessaire de faire exister médiatiquement une telle dynamique. Ensuite la société civile s'est souvent montrée plus apte à défendre l'intérêt général que ne l'on fait les Etats : à condition de la distinguer de la sphère marchande, elle a souvent montré son aptitude à la solidarité par-delà les frontières (entre communautés ou entre nations) ; les Etats, eux, en fait d'intérêt *général*, défendent le plus souvent l'intérêt *national*. Enfin, en donnant un nom spécifique à cette dynamique, il devient possible de développer une réflexion, de théoriser un autre équilibre des pouvoirs, un équilibre apte à répondre aux défis du monde nouveau.

Tous, étatistes et libéraux, ont commis une erreur fondamentale : avoir confondu la défense de la diversité, de la pluralité, avec la défense des intérêts particuliers. Car si intérêt général et intérêts particuliers sont bien souvent contradictoires, en revanche généralité et pluralité se complètent, se renforcent mutuellement, tout comme l'unité et la diversité. L'étude des systèmes vivants a permis de comprendre l'intérêt de la biodiversité : plus il y a de diversité dans un écosystème, et mieux celui-ci peut s'adapter aux divers aléas auxquels il est confronté : **la diversité, la variété, permet l'adaptation**, donc la survie de l'ensemble. Ce qui distingue ici l'humanité du reste du monde vivant, c'est l'importance de l'ego, la "diversité des egos" risquant de fragiliser le système au lieu de le renforcer. On ne saurait pourtant réduire l'homme à son ego, et le véritable libéralisme ne saurait opposer la collectivité et l'individu.

J'écrivais, par ailleurs, dans *La Liberté du Scorpion* : « Le risque de l'approche généraliste est de faire passer un aspect de la vérité pour la vérité toute entière : généralisation abusive. Le risque de l'approche pluraliste est de juxtaposer plusieurs aspects en vrac, comme des pièces d'un puzzle en désordre. Pour éviter d'un côté l'étouffement et de l'autre la pagaille, l'objectif de la démocratie doit être de (re)constituer le puzzle, sachant qu'il sera toujours incomplet, ou même qu'il aurait pu être assemblé différemment. En définitive, on ne peut prétendre à la généralité, à l'universalité, que si l'on fait l'effort d'« étrangement à soi-même », tant il est vrai que la "tolérance" consiste trop souvent non pas à s'ouvrir à la part de vérité d'autrui, mais à ne la considérer qu'à travers le prisme de sa vérité à soi. Mieux vaut lier l'universalité à une totale humilité, plutôt qu'à une tolérance de façade, cachant un paternalisme souvent inconscient. (...) »

Pour l'instant, la conception du pouvoir des uns et des autres n'est pas fondamentalement différente ; elle reste axée sur la concentration et la hiérarchisation : pour les uns, hiérarchie institutionnelle, pour les autres hiérarchisation "naturelle" du marché, les forts (officiellement : les « efficaces ») dominant ou éliminant les faibles. Le débat politique est réduit à la question de savoir si c'est l'Etat où le Capital qui doit concentrer le pouvoir ; les corps intermédiaires n'étant là, au mieux, que pour mettre de l'huile dans les rouages, quand on ne les accuse pas d'en mettre sur le feu. Or c'est cette concentration qui pose problème. Bien sûr la concentration n'est pas en soi négative, puisqu'elle permet la rationalisation d'une organisation. Mais elle devient dangereuse dès lors qu'elle est combinée avec une conception dominatrice du pouvoir. Cela apparaît clairement dans le domaine technique (voir Annexe 1). De plus, à partir d'une certaine taille, les tendances bureaucratiques se développent.

Pouvoir et contre-pouvoir

Tout pouvoir dominateur appelle, par réaction, un contre-pouvoir, souvent jusqu'à l'établissement d'un rapport de forces ; parfois vivant, parfois paralysant. Ce type d'équilibre sera toujours nécessaire puisqu'on ne supprimera jamais la tendance égotique à faire d'un pouvoir un moyen de domination ; mais il a ses limites ; il ne suffit pas. Car par définition, un contre-pouvoir ne fait que réagir : c'est une puissance correctrice, non une puissance créatrice.

La biologie montre que tout organisme vivant est truffé de "contre-pouvoirs", voire de contre-contre-pouvoirs, c'est-à-dire de mécanismes de régulation. *Tout* système est susceptible de déraper, et a donc besoin de tels mécanismes. Mais à y regarder de plus près, on constate deux modes de régulation :

-- Soit un mécanisme actif (le pouvoir), corrigé si nécessaire par un mécanisme réactif (le contre-pouvoir) ; les deux *poursuivent donc le même objectif*, le réactif n'intervenant que si l'actif s'en détourne ; en politique, il existe ainsi des contre-pouvoirs institutionnels (le Parlement, le Sénat) censés contenir les dérives du

gouvernement ; ce n'est bien sûr pas leur seul pouvoir, mais l'important ici est que leur objectif n'entre pas fondamentalement en contradiction avec celui du gouvernement : désaccord n'est pas contradiction de principe. Ici, c'est « l'intérêt général » qui fait office de principe.

-- Soit deux mécanismes contraires, *poursuivant des objectifs contraires* (par exemple, dans le système neurovégétatif, un calmant et un excitant ; ou, en politique, un parti élitiste et un parti égalitariste), deux pouvoirs opposés : **cette contradiction permet au système global de s'adapter à des situations nouvelles**. C'est simplement une affaire de fonctionnement, une double polarité, façon yin et yang, pas forcément d'intérêts égoïstes. Ici il n'est pas question d'intérêt général mais d'intérêt commun, de façon relativement ponctuelle.

Dans la société humaine ces deux modes de régulation, de création, sont donc souhaitables. En politique, on remarque que gouvernement et opposition procèdent tantôt du premier (s'il est question de « l'intérêt général »), tantôt de l'autre (si s'opposent deux visions du monde).

On trouve naturellement une troisième situation : quand deux groupes veulent mettre la main sur un gâteau, chacun voulant pour lui-même la plus grosse part, voire la totalité. Il n'est plus guère question alors de régulation : seulement d'un rapport de forces pur et simple ; le processus régulateur est inconscient et involontaire. L'expression « intérêt général » est ici impropre, puisqu'il s'agit d'un concept politique, impliquant une conscience philosophique.

1^{er} exemple, l'écologie : tant que la loi du profit maximal et immédiat sera dominante, les écologistes seront essentiellement cantonnés dans un rôle de contre-pouvoir, pour sauver ce qui peut l'être. Ils réussissent parfois à dépasser ce rôle : ils font diverses propositions, à travers le développement durable ; et ils font évoluer la notion de *valeur*, incluant dans les calculs économiques les critères de « bilan énergétique d'un produit » et d'« empreinte écologique », et, de façon plus générale, incluant le travail de la nature et la valeur spirituelle d'un bien ². Mais on ne saurait y voir le second mode de régulation : cela opposerait développement durable et ultralibéralisme, comme s'il s'agissait de deux modèles économiques complets, entre lesquels il conviendrait de choisir, après avoir pris connaissance des avantages et inconvénients de chacun. En effet il est absurde d'imaginer un développement qui ne serait pas soutenable : tout système économique se veut par définition « soutenable ». Or, pour l'ultralibéralisme, « c'est l'économie qui décide » ne veut rien dire d'autre que : « c'est la loi du profit qui décide », généralement à court terme, donc en gaspillant les ressources ; ce n'est donc pas un système économique complet ; il est basé sur la confusion, les malentendus : on y confond allègrement croissance du PIB et développement ³ ; profit, marché, et économie ; intérêt général et empilement des intérêts particuliers.

L'écologie, en tant que véritable défense et connaissance de l'environnement et des équilibres naturels, ne peut pas être une possibilité parmi d'autres : notre survie en dépend ; elle doit rester une science, mais il est indispensable de la relier aux sciences sociales et économiques, de façon théorique et pratique. De toute façon, écologie et économie ne sont nullement contradictoires dans leur principe : l'écologie s'intéresse à la richesse et au potentiel de la nature ; l'économie s'intéresse à la richesse et au potentiel de l'homme. Et les deux mots ont même préfixe : éco-, du grec *oikos* (maison, milieu, environnement) ; l'éco-logie étudie, l'éco-nomie gère la boutique. Au lieu d'opposer écologie et économie, il faut rendre au mot *économie* toute son amplitude : elle ne doit pas se limiter au profit, au marché ⁴ ; elle les englobe tout en acceptant d'autres formes d'échange – y compris les échanges entre l'homme et la nature.

² -- Bilan énergétique d'un produit : il intègre la quantité totale d'énergie nécessaire à la fabrication d'un produit.

-- Empreinte écologique : nombre d'hectares nécessaires à la production des ressources utilisées et à l'assimilation des déchets générés par chaque être humain. Le mode de vie occidental serait intenable s'il était pratiqué par toute l'humanité.

-- Travail de la nature : il faut aussi intégrer la consommation des ressources naturelles non renouvelables dans le calcul du Produit Intérieur Brut (en négatif, et non en positif...), par exemple au titre d'« emprunt aux générations futures ».

³ Les médias parlent sans cesse de « la croissance », et bien peu de développement. C'est que la croissance dont on parle est celle du PIB (Produit Intérieur Brut), qui est chiffrée : elle mesure surtout les échanges marchands ; tandis que le développement est une notion en grande partie qualitative. La croissance se prête donc plus facilement au statut d'« info ». Mais alors qu'une catastrophe environnementale, par exemple (inondations, incendies de forêts...), est une perte évidente pour le pays, le calcul du PIB va faire apparaître uniquement un gain : tout d'abord parce que les forêts et la nature en général ne sont pas comptées comme richesses nationales (il serait plutôt difficile d'en estimer la valeur), ensuite en raison de l'activité économique que la catastrophe va induire. « La croissance » est donc présentée à tort comme un accroissement de la richesse nationale. **Ainsi le dérèglement climatique va favoriser la croissance mais coûter très cher à l'économie.**

⁴ Ainsi, il existe non pas *un*, mais *des* systèmes économiques (économie solidaire, dirigée, de marché...). Non pas *une*, mais *des* économies de marché (économies de troc, marché local, productif, financier, etc.). Non pas *un*, mais *des* capitalismes (capitalisme libéral, d'Etat ; patrimonial, entrepreneurial, boursier). Non pas *un*, mais *des* socialismes (centralisme bureaucratique, centralisme démocratique, communisme libertaire...).

2^{ème} exemple, le syndicalisme, avec également deux aspects : d'un côté contre-pouvoir, nécessaire pour contrer la rapacité ou le dirigisme du Capital ; de l'autre, expression d'intérêts particuliers, catégoriels (la « troisième situation » évoquée plus haut). Ce second aspect aborde l'économie comme le champ d'action d'intérêts divergents, qu'on veuille fonder les rapports sociaux sur le conflit ou sur la négociation ; il assume à la fois le libéralisme, puisqu'il y a « concurrence » pour le partage des bénéfices (et le syndicaliste est par le fait un « négociant du travail »⁵), le capitalisme, qui oppose foncièrement Capital et Travail (ce qui s'accumule dans la poche du premier ne chôme pas dans la poche du second), et l'étatisme, puisqu'il ne reste que l'Etat pour défendre l'intérêt général ! Il est vrai que sur le terrain les salariés n'ont guère d'autre choix que de se défendre, et il faut bien une organisation pour cela. Mais seul le premier aspect, celui du contre-pouvoir, appartient à la logique de l'intérêt général, lequel est « ce vers quoi tendent pouvoir et contre-pouvoir » propre au premier mode de régulation.

Bien sûr, on ne peut faire correspondre strictement cette « défense des intérêts du Travail contre ceux du Capital » à un mode ou une absence de régulation, cela dépend des situations. Mais aujourd'hui le syndicalisme peut et doit évoluer, en développant un troisième aspect : être un pouvoir à part entière, partie prenante de la société civile, c'est-à-dire allant dans le sens de l'intérêt général *de façon créatrice*. Il est en effet confronté à des niveaux d'interventions divers, à des formes diverses d'adversité, nécessitant de combiner des stratégies qui pourraient sembler contradictoires (voir Annexe 2).

A cette condition le mouvement syndical en tant que tel, en tant qu'action, pouvoir, peut vraiment faire évoluer les mentalités et comportements vers plus de solidarité ; la notion de « représentation » n'y serait plus centrale, en tous cas pas dans son troisième aspect. C'est la même chose pour le mouvement écologiste. Ils participent alors de cette dynamique plus générale que nous appelons « société civile », dynamique susceptible d'expérimenter des formes nouvelles d'économie et de pouvoir. Comprendre l'enjeu de cette dynamique est essentiel (nous traitons ce thème en troisième partie). Sans cette compréhension, la tendance au repli sur soi des organisations sera de plus en plus forte, par peur de la dispersion, au nom d'une efficacité qui ne pourra être qu'illusoire. Cette tendance pourrait être fatale à la dynamique de la société civile. Le fonctionnement d'une organisation ne doit jamais prendre le pas sur ses objectifs fondamentaux, qui imposent parfois de prendre des risques. Les difficultés actuelles du syndicalisme viennent justement du fait que ses objectifs fondamentaux sont en train de se redéfinir (non par choix mais parce que la situation mondiale change ; voir Annexe 3) ; redéfinition à laquelle le présent manifeste entend participer.

Du partage des richesses au partage du pouvoir

En effet l'orientation générale de la société, qui jusqu'à présent avait apporté un réel progrès, semble aujourd'hui conduire à une régression, à une crise multiforme que personne ne sait véritablement comment stopper ; on se demande même s'il faut vraiment orienter la société dans une autre direction, et jusqu'à quel point. La politique ne peut donc plus se résumer au clivage gauche / droite, c'est-à-dire à la question du partage des richesses.

Le caractère dominant de la société moderne, aujourd'hui, étant la complexité et l'incertitude, c'est cette situation même qu'il est vital de traduire politiquement. Puisque « les puissants » ne parviennent pas à résoudre ce problème, et qu'ils contribuent même à l'aggraver, enfoncés dans leurs intérêts nationaux ou strictement financiers, il faut poser la question du partage du pouvoir. Celui-ci se traduit par l'opposition dirigisme / libéralisme, *à la condition expresse* de revenir au sens originel du libéralisme : reconnaître la capacité de l'homme à diriger sa propre vie, et en connaître les conditions ; la diversité ne justifie pas de laisser faire n'importe quoi.

La diversité devient un principe, applicable tant aux hommes qu'à la nature ; c'est la reconnaissance de leur « pouvoir de créer ». On redonne ainsi au mot « pouvoir » son sens de « possibilités » ; c'est pourquoi il faut le partager, par exemple entre institutions, marché, et société civile : pour diversifier les façons de concevoir et donc de mettre en œuvre le pouvoir.

A l'inverse, le communautarisme est un mécanisme de repli sur soi : la diversité est refusée à l'intérieur de la communauté, au nom de la préservation de l'identité ; la communauté est souvent repliée sur elle-même, mais surtout avec ses intérêts propres, en concurrence avec les autres communautés, jusqu'au conflit. Le communautarisme ne permet pas à la diversité de jouer son rôle : l'intérêt de la diversité est que chaque élément apporte quelque chose que les autres n'ont pas, et qu'on peut partager sans manquer, tel que les idées, les connaissances.

Dans cette nouvelle conception du libéralisme, cette nouvelle conception du pouvoir, l'Etat devient un partenaire, quelle que soit l'étendue de ses domaines d'intervention. Jusqu'à présent les libéraux voulaient les

⁵ Pourtant dans toutes les écoles de commerce, il n'est présenté que comme une source d'ennuis. Il est vrai que dans ces temples de l'ultralibéralisme, on reste persuadé que « la main invisible du marché » peut transformer l'égoïsme en vertu... sauf quand cet égoïsme est celui des salariés ! On y est aussi persuadé que dans l'entreprise, seul l'entrepreneur est créateur de richesses ; les ouvriers (*robotniki*, en russe), ne sont que des rouages, des robots qui devraient être reconnaissants qu'on leur *donne* du travail *et* un salaire !

réduire le plus possible ... mais pour favoriser une autre domination : celle de la loi du profit. C'est cette conception dominatrice qu'il convient de changer ; et c'est la nature sauvage, par ses réactions aux excès du monde moderne, qui nous y incite, qui nous incite à faire preuve d'une profonde humilité, nous ramenant, par une étonnante boucle de l'Histoire, à la vision du monde des premiers hommes (à quelques nuances près...).



Ecoradicalisme

Du modèle social

Le modèle « petit-bourgeois » (hyper-consommateur et individualiste) n'est pas seulement dominant : il a évacué tous les autres systèmes de valeur économique. Mais comment proposer sans rire ce modèle au milliard de personnes vivant dans les bidonvilles, où règnent surpopulation, misère matérielle et morale, criminalité, et où la pollution des espaces (accumulation des déchets), de l'air et des eaux semble sans solution ? Comment, avec un tel modèle, ralentir l'exode rural, dramatique dans les pays pauvres, parce que les mégapoles s'y étendent à l'infini et de façon totalement chaotique, et qu'il n'y a plus personne pour cultiver la terre ? Le modèle petit-bourgeois n'est viable que dans les pays relativement riches, et il répond de moins en moins au phénomène d'exclusion. Quelles que soient nos opinions politiques, il est totalement irréaliste, même à long terme, pour au moins la moitié de l'humanité. Face à la réalité de la misère, il faut un autre modèle social, à inventer – et valoriser. Un modèle fondé sur la modestie, la frugalité, la dignité et la solidarité.

Or personne, et surtout pas les politiques, ne veut donner l'impression de vouloir « organiser la pauvreté », comme s'ils craignaient d'effrayer davantage une classe moyenne déjà assez effrayée comme ça. Mais la question n'est pas d'appauvrir les uns pour mieux assister les autres ! La solidarité ne peut se limiter à un simple transfert d'argent. Bien au contraire : il s'agit de ne pas se laisser prendre à l'apparence d'une population misérable « qui se laisse aller », « stupide par nature », mais au contraire de percevoir tout le potentiel qu'elle recèle. Or cela n'a pas été fait, parce qu'on pense toujours les ressources en termes matériels (ressources naturelles ou financières), et avec pour objectif de faire de l'argent et de faire perdurer une société de consommation et de divertissement. Si on prend pour objectif « la survie dans la dignité », c'est-à-dire assurant les besoins fondamentaux, tout change ; car les ressources et le potentiel sont alors essentiellement humains.

Mais puisque les plus ou moins nantis n'osent pas, et on les comprend, donner ce genre de leçon aux miséreux, il faut autre chose que de la bonne volonté. Il faut d'abord anticiper pour nous-mêmes (sur vingt ans, quand on sera un peu moins nantis), et créer une dynamique générale, une dynamique civique, qui place l'humain au-dessus de l'argent. Alors le blocage psychologique peut s'effacer. D'où notre définition de la société civile.

Cela exige entre autres une revalorisation du secteur primaire (paysan), en cessant de considérer comme arriéré un pays où la population agricole est dominante. Cette valorisation est parallèle à celle de l'économie sociale⁶ et de l'économie solidaire⁷, qui passent aujourd'hui pour une économie du pauvre, ou pire : une économie triste et marginale, pour ne pas dire militante. Les marxistes considèrent qu'une telle économie n'est pas viable en système capitaliste : ainsi les coopératives seraient une forme d'auto-exploitation. Ce fut longtemps vrai. Mais si l'on observe le phénomène Linux, en informatique, on s'aperçoit que cette forme d'économie libre, dans la logique de la société civile, peut damer le pion même à des multinationales ; et il est difficile d'assimiler le bénévolat à de l'auto-exploitation. Et ce phénomène peut être appliqué à bien des choses. Une véritable culture économique reste à inventer, qui dépend d'une nouvelle culture politique, une nouvelle conception du pouvoir.

L'ordre a-t-il systématiquement besoin de chefs ?

Il n'est pas innocent que l'on emploie le même mot pour « mettre de l'ordre » et « donner un ordre », associant organisation et pouvoir de commandement ; mais est-ce toujours justifié ?

⁶ Elle recouvre toutes les activités qui ne dépendent ni du secteur public ni de l'entreprise capitaliste : associations, mouvement coopératif, mutualité, etc.

⁷ Elle englobe les entreprises d'insertion, le logement des exclus, l'éducation populaire, l'aide aux personnes, l'accès aux loisirs pour les démunis, la protection de l'environnement, le commerce équitable,...

Pour beaucoup de dirigeants, une foule (sinon le peuple lui-même) réagit de façon émotionnelle et non rationnelle, donc elle n'est pas intelligente. Les émotions n'étant que des processus physico-chimiques, alors une foule n'est qu'une machine. Qu'ils supposent donc manipulée par un machiniste, le « meneur » ; ils veulent alors découvrir ce meneur, et le contrôler.

Or un banc de poissons n'a pas de meneur. Pourtant il a une intelligence de fonctionnement très efficace. Une foule humaine serait-elle plus bête qu'un banc de poissons ? Si l'on n'a pas abandonné l'idée que l'homme n'est qu'une machine (mais alors nos dirigeants, nos meneurs, le sont aussi ; ce qui ridiculise l'idée qu'ils se font de leur pouvoir), les scientifiques ont abandonné celle que le monde est une mécanique, au fonctionnement bien déterminé. Les physiciens ont accepté le hasard, et les mathématiciens ont pu suffisamment étudier la complexité (avec les mathématiques dites « du chaos ») pour que les physiciens et les biologistes puissent aussi l'appréhender dans leurs domaines respectifs. Cela provoque l'apparition de nouveaux concepts. L'illusion mécaniste (« Le monde est une horloge », disait Laplace) prend alors moins d'importance ; malheureusement ce vieux schéma de pensée est encore bien vivace, concernant les groupes humains. La société dans son ensemble met du temps à connaître, utiliser et assimiler ces nouveaux concepts. Exposons-les brièvement.

Aujourd'hui, biologie et physique tendent à se rapprocher. L'inerte se distingue de moins en moins du vivant ; mais alors que dans les années cinquante on assimilait l'organisme vivant à une mécanique, aujourd'hui c'est la machine qui se rapproche de plus en plus de la complexité du vivant ; l'informatique a beaucoup contribué à cette évolution, car après avoir en vain essayé d'imiter le fonctionnement du cerveau humain, elle cherche à présent à imiter le fonctionnement des organismes vivants, et plus précisément leur comportement en groupe. On a observé diverses choses : par exemple, si les oiseaux migrateurs volent en V, ce n'est pas pour suivre un chef, mais parce que ça leur fait économiser de l'énergie. Si un banc de poissons réagit à une agression de façon plus ingénieuse que des poissons isolés, ce n'est pas parce qu'ils ont un chef plus malin que tout le monde, mais parce que, du fait du regroupement, un comportement nouveau « émerge » du groupe, plus élaboré et efficace que ce qu'on aurait pu penser en observant quelques sujets, quelques « agents », isolés. De façon générale, on dit que ce « système multi-agents » manifeste un « comportement émergent ». Ce comportement collectif permet, dans le cas des animaux, la survie du groupe ; on note, par exemple chez les fourmis, qu'il n'est pas uniforme : des différenciations peuvent se créer, sur des bases fonctionnelles, tout comme les cellules souches d'un organisme. On note aussi qu'il n'est pas totalitaire, au sens où un individu est libre de faire ce qu'il veut : une fourmi (sauf la reine, qui est d'ailleurs plus mère que reine...), ou un poisson, peuvent bien aller et venir à leur guise, ou ne rien faire, aucune sanction ne s'ensuit.

On mesure tout l'intérêt de ces observations pour mener une réflexion nouvelle sur les sociétés humaines ; non pour copier bêtement : ce serait oublier l'importance de l'ego dans la nature humaine. Mais simplement pour reconnaître les capacités d'auto-organisation d'une « foule », pour reconnaître que l'ordre et l'adaptation ne passent pas obligatoirement par la désignation de chefs, par la création d'un système hiérarchisé. Bien évidemment, ces capacités, si elles apparaissent spontanément, ne viennent en aucun cas systématiquement : certains paramètres sont nécessaires, tels qu'une bonne connaissance du milieu, ainsi qu'une certaine confiance les uns dans les autres ; *connaissance et confiance qu'il faut donc travailler à établir*. De même, la *solidarité* n'est pas affaire de morale, mais de *perception* : il faut en créer les conditions pratiques. Enfin et surtout, dans un monde toujours plus complexe et changeant, on ne peut plus attendre de l'Etat et des institutions, trop lourds et lents, qu'ils se débrouillent pour que l'on puisse conserver toutes nos petites habitudes chacun dans notre coin ; pour qu'ils satisfassent aux doléances des uns et des autres, avec plus ou moins de discrétion ; et pour qu'ils planifient tranquillement tout cela avec plus ou moins de bonheur. Ces uns et ces autres vont au contraire devoir apprendre à dialoguer en direct, collectivement, à sortir d'une bulle que l'Etat n'est plus en mesure de protéger ; à faire face à des situations nouvelles et imprévues, à se préparer à des changements environnementaux, donc économiques et sociaux, majeurs. Il va falloir donner vie à la société, au sens où chaque citoyen se sentira en charge de l'intérêt général, ce qu'il ne pourra véritablement pratiquer qu'en collectivité ; c'est à cette condition que la société civile pourra être un « système multi-agents », où l'intelligence collective peut devenir beaucoup plus que la somme des intelligences individuelles, au lieu d'être beaucoup moins, jusqu'à la *guerre civile*, antithèse de la *société civile*.

La société, pour qu'elle soit vivante, ne peut fonctionner de façon linéaire et centralisée. Si l'incertitude doit être maîtrisée, elle ne doit pas être effacée : elle fait partie de la vie. A l'image de la complexité, la société civile peut s'y adapter en conscience et la maîtriser.

Un nouveau pouvoir : la société civile

A problème global et multiple, il faut une vision globale et multiple, et une réponse de même.

Le marché est incapable de répondre efficacement à un tel défi : sa logique interne, qui est de plus en plus une logique de profits à court terme, ne s'y prête pas. Il ne peut évoluer que sous la pression de la société civile.

Les institutions s'y efforcent, mais ne font guère le poids face à la logique du marché et celle, national-communautariste, des Etats. L'administration des institutions supranationales, elle, a souvent un esprit d'intérêt général, mais est accusée de technocratie, de bureaucratisme, et de manque de légitimité démocratique.

L'importance et la nature du défi exigent une vaste dynamique capable d'exprimer l'intérêt général. Seule la société civile semble pouvoir relever le gant. Mais qu'est-elle ? Sa définition classique est des plus vagues : « Toute la société moins les pouvoirs publics », certains y incluant l'univers marchand, d'autres non. Mais toujours avec l'idée que les citoyens ou les associations diverses (les « corps intermédiaires ») ne voient pas plus loin que leurs intérêts particuliers. Pourtant la société civile agit de plus en plus souvent en fonction d'un intérêt général, par-delà toutes les frontières. Il est vrai néanmoins que bien des « acteurs de la société civile », sous couvert d'aide humanitaire, poursuivent des buts fort intéressés, politiques ou commerciaux. En fait, les motivations des acteurs peuvent être floues, multiples et fluctuantes : ce sont les mêmes gens, les mêmes "acteurs", qui forment la société civile, l'opinion publique, et même le marché (avec les notions de « marché du travail » et de « consommateurs »), alors que ce sont des logiques très différentes.

C'est pourquoi, nous le répétons, plutôt que de parler en termes d'acteurs, trop variés, il est plus fécond de parler en termes de forces, de dynamiques, de pouvoirs ; de considérer la société civile comme un certain pouvoir, une certaine dynamique, plutôt que comme un ensemble d'acteurs. Cela permet de ne pas cataloguer les acteurs dans une image stéréotypée. Ainsi une entreprise commerciale, qu'il s'agisse d'un artisan ou d'une multinationale, qui suit fondamentalement la logique du marché (ou tout au moins ne peut la heurter de front sans menacer sa propre existence), peut fort bien participer en même temps, de façon volontariste, à la dynamique de la société civile. L'Etat peut aussi favoriser cette dynamique de multiples façons, notamment en matière législative.

On reconnaît en général deux grandes forces, avec leur logique propre : d'une part le marché, et d'autre part les institutions, qui ont évidemment aussi leurs limites ; nous en affirmons donc une troisième : la société civile. Encore une fois, nous avons choisi de n'utiliser l'expression « société civile » que pour désigner une dynamique exprimant l'intérêt général (qu'elle l'exprime n'implique pas qu'elle le serve efficacement et systématiquement), et, qui plus est, susceptible d'équilibrer les deux autres grandes forces. Nous avons donc travaillé, dans *La Liberté du Scorpion* (éd. Skreo), à redéfinir ces forces, tant les discours sur la nature et le rôle des unes et des autres sont divergents ; puis à voir comment elles interagissent, ce qui nous a amené à élaborer une « théorie des trois pouvoirs ».

On peut alors redéfinir la société civile sous forme de fonctions : « processus de maturation civique », « esprit d'entreprise sans esprit de profit », par exemple. Elle est organisation, non seulement au sens de « ce qui est organisé », mais aussi de « ce qui est en train de s'organiser » : dynamique vivante, où les ensembles s'agrègent et se désagrègent au gré des volontés, des aspirations, des nécessités et des circonstances. Le démantèlement d'une organisation peut être élément ou prélude à une organisation différente ou à un niveau plus élevé, ou à la création des conditions nécessaires à une nouvelle organisation.

Selon notre définition, la société civile ne prend pas en charge l'organisation globale de la société, rôle dévolu aux institutions ; c'est sa limite. Plus précisément, si elle le fait, c'est de toute façon en mettant en place des institutions. Mais il faut, dans la société, une source de "désordre" vivant, créateur et régénérateur ; ce qui est sa force, car c'est la véritable source de liberté sociale, beaucoup plus que le libéralisme économique puisqu'elle n'est pas assujettie au désir ou à la nécessité de « faire de l'argent ».

Pour faire de la société civile une véritable partenaire, la classe politique devra apprendre à faire sans « meneurs » et autres interlocuteurs valables et représentatifs, et à appréhender la société civile comme un pouvoir fondamental, capable de dépasser l'opposition stérile de la bureaucratie et du laisser-faire économique.

Car le marché, lui, n'est pas adapté aux risques engendrés par les technologies modernes, puisque les mesures de précaution ou de prévention s'opposent à ses "lois" : la logique actuelle du profit est de plus en plus à court terme, alors que l'action politique, environnementale, ou sociale, doit être à long terme.

Les trois pouvoirs

Il s'agit de déplacer le centre de gravité du pouvoir en considérant la société comme un tabouret reposant sur trois pieds, trois pouvoirs : institutionnel, financier et populaire/civique (*grosso modo* : Etat, marché, société civile). Notre propos est de les définir selon leurs qualités et défauts, et non pas selon un domaine d'application (respectivement : politique, économie, culture) ; ainsi le caractère équilibrant de leur interaction apparaît naturellement, puisque ces trois pouvoirs ont deux à deux un adversaire commun, qui constitue la dérive du troisième :

- Etat et société civile ont pour adversaire commun l'esprit de prédation et le mercantilisme ;
- finance et société civile, la bureaucratie ;
- Etat et finance, le désordre.

La dynamique du marché et de la société civile équilibre la stabilité des institutions ; l'organisation globale et plus ou moins centralisée de l'Etat et du marché équilibre le désordre et la dispersion de la société civile ; le sens de l'intérêt général qui habite l'Etat et la société civile équilibre les intérêts privés (les institutions expriment l'intérêt général de façon structurelle, la société civile de façon dynamique) ; la finance apporte à l'ensemble son sens de la gestion. Chaque pouvoir a donc intérêt à l'existence des deux autres, qui tempèrent ses propres excès ; chacun

ayant intérêt à ce que les deux autres soient efficaces mais pas trop puissants ; c'est alors la juste mesure qui est recherchée. Etant entendu que certaines évolutions peuvent être menées par les trois en même temps : déconcentration, fonctionnement en réseaux, principes de gouvernance, etc. C'est-à-dire une évolution de la culture du pouvoir, se rapprochant de la logique du vivant.

Ceci est bien sûr une vision « de principe ». L'équilibre et l'articulation des trois pouvoirs n'est pas tant une question de théorie que de choix démocratiques, donc de débat et d'éducation permanents. Mais aussi, et sans doute d'abord, de rapports de force, généralement pacifiques ; la violence n'étant que le symptôme d'un déséquilibre, d'une rigidité, d'un aveuglement, d'une incompréhension. Si le libéralisme politique est par définition un humanisme, cela ne signifie pas qu'il aille de soi...

Définition de l'écoradicalisme

L'écoradicalisme s'appuie sur la première école des Lumières, et sur la nouvelle compréhension du vivant. Il s'agit de faire avancer la démocratie, en allant « à la racine des choses » (« radicalisme » vient de *radix* : racine), en allant à la racine des mots, des idées, des mouvements... :

-- En compréhension :

- Appréhender le jeu des contraires au lieu de se laisser enfermer dans le manichéisme.
- Assumer la complexité du monde, tout en s'efforçant de le connaître dans son ensemble ; appréhender de façon synthétique les diverses mutations en cours ; appréhender l'économie de façon symbiotique.
- Considérer la nature ambivalente de l'homme (ego et nature profonde) ; ainsi il n'y a pas lieu de nier l'ego (ce que fait le communisme, qui l'attribue à la culture bourgeoise), ni de le valoriser (ce que fait le capitalisme).
- Adopter un rapport à la vérité issu du nouvel esprit scientifique, tel qu'exposé notamment par Gaston Bachelard (« La science progresse non pas en découvrant des vérités mais en corrigeant ses propres erreurs »).

-- En action :

Réorienter la culture du pouvoir, pour maîtriser notre destin sans chercher à dominer le monde (la nature ou les hommes). Par exemple amener le monde des experts, aujourd'hui voués à influencer les décideurs, à faire de la pédagogie en direction du public ; mais de la pédagogie « interactive », favorisant la critique dans les deux sens, en les faisant participer le plus souvent possible à des « conférences (ou jurys) de citoyens » et autres « débats participatifs ».

Favoriser des actions communes multidisciplinaires, afin de lutter contre une vision éclatée du monde, en associant ainsi les principes de diversité et d'unité.

Ce radicalisme s'appliquant aussi à notre rapport au vivant, c'est un écologisme, mais qui refuse l'idée d'un conflit fondamental entre Homme et Nature. Il s'agit :

- De reconnaître que notre rapport à la nature dépend de notre conception du pouvoir.
- D'adopter la logique du vivant, en reconnaissant que la nature ne peut s'adapter à nos schémas mécanistes. Du reste, la science dite « dure », de même que les sciences humaines, s'ouvrent peu à peu à cette nouvelle logique (mathématiques du chaos, épigénétique, réseaux, concept de gouvernance, etc.).
Par exemple l'agriculture industrielle est basée sur l'utilisation de variétés stables, dans des conditions idéales ; ces conditions idéales n'existant pas dans la nature, il faut massivement faire appel aux produits chimiques. A l'inverse l'agriculture biologique reconnaît que la vie est perpétuellement en mouvement, elle cherche donc à s'y insérer et non à la contraindre.
- Autrefois perçue comme un espace illimité, la planète apparaît aujourd'hui limitée (dans ses ressources naturelles, notamment) et fragile (écosystèmes). Il est temps de s'inscrire dans les milieux naturels, dans les cycles naturels, au lieu de les ignorer ou les détruire. Par exemple en reconsidérant la notion de « déchet ». Autre exemple : l'humus ; longtemps ignoré, toujours méconnu, il apparaît comme la clef des cycles biologiques terrestres. Cela nous amène à reprendre confiance dans la nature sauvage, donc à retrouver quelque humilité. De même qu'en médecine il est plus important de soigner le malade, le « terrain », que traiter la maladie, de même en agriculture il est plus important de nourrir la terre que la plante. C'est tout un ensemble qu'il faut appréhender : milieu, terrain, cycle.⁸

Nous invitons le lecteur à consulter le document « [Ecopolis](#), pour un écovillage intégré », sur www.skreo.fr

⁸ Lire *La révolution d'un seul brin de paille*, de Masanobu Fukuoka, éd. Trédaniel.

Annexe 1

Dans la production énergétique, les fonds destinés à la recherche ont été dans leur presque totalité consacrés au pétrole et au nucléaire, qui impliquent une très grande concentration de pouvoir. Alors que les énergies renouvelables, susceptibles d'une grande décentralisation, n'ont été comparativement que très peu étudiées.

La technologie des organismes génétiquement modifiés (OGM) est tout aussi éclairante ; la presque totalité de la recherche dans ce domaine, financièrement parlant, a été consacrée à deux types d'organismes : ceux qui tolèrent les pesticides et herbicides, et ceux qui n'en ont pas besoin parce qu'ils en produisent eux-mêmes ; dans les deux cas l'environnement va recevoir beaucoup plus de poisons que par le passé ; d'où un appauvrissement de la biodiversité. Il s'agit toujours de tuer ce que l'on croit indésirable, jamais de laisser faire la vie, de lui faire confiance ; ce qui, philosophiquement, n'est pas très libéral... C'est une conception totalitaire de la biologie, et qui est tout sauf durable. En effet un apport plus important de pesticides, qu'ils soient épandus par l'homme ou secrétés par les OGM, pourrait détériorer l'humus, dont la présence est vitale.

Les indigènes d'Amazonie, par exemple, eux, font l'inverse : ils observent la nature sauvage, et s'y adaptent, en enrichissant la biodiversité au lieu de l'appauvrir. Le caractère sauvage de la nature est perçu par eux comme une force, un pouvoir, auquel il convient de s'associer au lieu de le considérer comme un ennemi.

C'est peu dire également que la technologie OGM induit une forte concentration de pouvoir, puisqu'elle vise à permettre la domination du marché international des semences par quelques multinationales de l'agroalimentaire, qui considèrent le droit du paysan de réutiliser ses propres semences comme un « privilège inacceptable » !

Annexe 2

Autrefois, dans les négociations syndicales, il ne s'agissait que de répartition de bénéfices entre le patron et l'ouvrier. Puis, avec le libéralisme économique, il s'est agi de concurrence, plus seulement entre le propriétaire et le salarié pour se répartir les bénéfices, mais de concurrence entre entreprises ; pour éviter une « émulation par le bas », tant pour les salaires que pour les conditions de travail, due à la nécessité d'être compétitif, il a fallu réglementer : sur la protection sociale, les règles de sécurité, le temps hebdomadaire de travail, le salaire minimum, l'âge de la retraite, etc. Ce qui n'est possible qu'à l'échelle d'un pays, ou d'une organisation de pays, telle que la Communauté Européenne ... à condition que l'essentiel de l'activité économique se passe à ce niveau ! Or avec la mondialisation, l'activité déborde largement ce cadre, dans un espace où il n'y a pas de réglementation commune, ou fort peu : c'est peu dire que l'Organisation Internationale du Travail dispose de bien peu de pouvoir. Le combat syndical est toujours le même, mais est de plus en plus difficile, car il doit se faire à l'échelle de la planète.

L'ultralibéralisme, lui, met en avant le tout-marché : volonté hégémonique, domination absolue d'un système économique. C'est un totalitarisme, même s'il n'est pas directement policier (mais ça viendra, par la concentration et donc la possibilité de manipulation de l'information). Cela exige une autre forme de lutte, impliquant de faire un véritable choix de société, et plus seulement de défendre des intérêts catégoriels.

Enfin, au problème de la répartition des bénéfices auquel le syndicalisme classique répondait à peu près, et celui de la concurrence mondiale pas ou peu régulée, pour lequel on n'a pas encore de réponse satisfaisante à l'horizon, vient s'ajouter un troisième problème, une logique redoutable : la logique boursière ; là, le marché répond uniquement aux désirs des actionnaires, et non aux besoins des consommateurs. Mais pour qui veut s'opposer à cette logique boursière, il n'y a même plus d'interlocuteurs ; personne n'est responsable.

Cette logique boursière diffère également beaucoup, dans ses effets, des logiques d'entreprise ou de défense du patrimoine. Car dans ces deux dernières logiques, une entreprise qui maintient une activité régulière, constante, est considérée comme saine ; la stabilité y est positive. Tandis que dans la logique boursière, actionnariale, pour que l'action *maintienne* simplement sa valeur, sans même parler de la faire monter, il faut que les bénéfices *augmentent* sans cesse : « qui n'avance pas recule » ; la stabilité y est négative, l'instabilité est la règle, et les conflits d'intérêts, c'est-à-dire la concurrence, toujours plus aigus, à tous les niveaux.

Le syndicalisme, bien que confronté simultanément à ces divers obstacles (et à bien d'autres tels que les problèmes environnementaux, auxquels il ne peut échapper tant est grand leur impact économique et social), ne peut y apporter une réponse unique. Un même patronat peut donc être à la fois un adversaire et un partenaire, selon le niveau d'intervention considéré.



Aux Editions Skreo



LA LIBERTE DU SCORPION *ou* la terre en sursis
La Société face à la Nature
Développement durable et pouvoir de la société civile

L'homme semble prisonnier du cercle de feu qu'il a lui-même créé, jusqu'à mettre en danger la planète bleue : tel le scorpion, il semble être voué à l'autodestruction. Peut-il encore échapper à ce « destin manifeste » ?
24 € franco de port



LES MAISONS SAUVAGES *ou* Habiter en soi
L'Homme face à la Nature
Du Rêve aborigène au village écologique

Promenade aux frontières du Temps du Rêve (le *Dreamtime* des aborigènes), Les Maisons Sauvages vous emmènent des profondeurs de la nature humaine jusqu'à son expression dans un mode de vie permettant aux hommes de retrouver leur véritable rythme.
14 € franco de port

A commander directement aux Editions Skreo : Jean-Paul Gatard, 704, chemin de Peidessalle 06 560 Valbonne
Règlement par chèque, à l'ordre de « Jean-Paul Gatard ».

